

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°45-2024-015

PUBLIÉ LE 17 JANVIER 2024

# Sommaire

**Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret / Cabinet-BPDC**

45-2024-01-17-00001 - 24 01 17 RAA ABROGATION Arrêté interdiction  
circulation PL (2 pages)

Page 3

Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du  
Loiret

45-2024-01-17-00001

24 01 17 RAA ABROGATION Arrêté interdiction  
circulation PL

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL RELATIF À L'ABROGATION  
DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 16 JANVIER 2024  
PORTANT RESTRICTION DE CIRCULATION DES VÉHICULES DONT LE POIDS  
TOTAL EN CHARGE EST SUPÉRIEUR À 7,5 TONNES SUR LE RÉSEAU ROUTIER DU  
LOIRET**

La préfète du Loiret  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 2215-1 ;

**VU** le code de la route, notamment ses articles R411-5 (mesures relatives au bon ordre et à la sécurité publique) et R 411-8 (intérêt ordre public) ;

**VU** l'arrêté du Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest n°21-48 du 17 décembre 2021 portant approbation du plan intempéries de la zone de défense et de sécurité Ouest (PIZO) ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services organismes publics de l'État dans les départements ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 21 août 2023 portant délégation de signature à Monsieur Franck BOULANJON sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Région Centre Val de Loire, préfète du Loiret ;

**VU** la décision du président Conseil Régional du Centre – Val de Loire de suspendre les transports REMI pour la journée du 17 janvier 2023 ;

**VU** l'arrêté zonal du 17 janvier 2023 à 5h45 portant réglementation exceptionnelle de la circulation routière ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2023 portant restriction de circulation des véhicules dont le poids total en charge est supérieur à 7,5 tonnes sur le réseau routier du Loiret ;

**CONSIDÉRANT** le retour à la normale des conditions de circulations sur le réseau routier du département du Loiret dans le département du Loiret à la suite des intempéries ;

**SUR** la proposition du directeur départemental des territoires du Loiret,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>**: l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2023 portant restriction de circulation des véhicules dont le poids total en charge est supérieur à 7,5 tonnes sur le réseau routier du Loiret est abrogé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le Directeur de Cabinet, Monsieur le Président du Conseil Régional du Centre Val de Loire, Monsieur le Président du Conseil Départemental du Loiret, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires, Mesdames et Messieurs les maires des communes, Mesdames et Messieurs les Présidentes et Présidents des communautés de communes, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Loiret, Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

À Orléans, le 17 janvier 2024

Pour la préfète,  
Le Directeur de cabinet,  
signé

Franck BOULANJON

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du Code de justice administrative ;

- un recours gracieux, adressé à : **Mme la Préfète**, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial – 181, rue de Bourgogne 45 042 Orléans Cedex
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant : le Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45 057 ORLÉANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)